

au ministre de leur avoir fourni l'occasion de soumettre au comité quelques questions qui se rattachent à ces crédits. Je veux parler de l'industrie de l'exploitation forestière de la Colombie-Britannique. Je signale que cette industrie fabrique 17.1 p. 100 de l'ensemble des produits ouvrés du Canada. Je rappelle, au nom des députés du littoral de l'Ouest, que cela représente 54.1 p. 100 de l'ensemble des recettes fiscales de ma province.

Après 23 ans, nous avons donc été en mesure de saisir le comité des mines, des forêts et des cours d'eau de certains problèmes auxquels se heurte l'industrie du bois dans notre partie du monde. En matière de vision, le chef de l'opposition a assurément la vue courte, étant donné surtout que, sous l'ancienne administration, on a refusé pendant longtemps à des industries aussi solides et aussi nécessaires au bien-être économique de notre pays l'occasion d'exposer leurs problèmes.

J'aimerais également signaler que tantôt l'honorable représentant de Port-Arthur distribuait généreusement des conseils sur les questions forestières, tout en parlant cavalièrement de l'obligation que nous avons de faire face à la protection contre les incendies. Ceux d'entre nous qui viennent de la Colombie-Britannique, surtout en cette année de grande sécheresse, puisque nous n'avons pas eu une goutte de pluie depuis le 13 mai, ne sont pas portés à prendre ces idées si à la légère. La perte que subit non seulement notre province, mais la nation tout entière, par l'épuisement de nos réserves de bois, s'élève à plusieurs millions de dollars et aura de longues répercussions sur la capacité de gain de la nation dans son ensemble.

Je tiens beaucoup à attirer brièvement l'attention du comité sur le fait que l'industrie forestière de ma province paie au gouvernement fédéral plus de 112 millions de dollars d'impôt par an, et que, sous les régimes antérieurs, moins de 1 p. 100 de cet argent est revenu à la province pour l'encouragement des études de sylviculture, la construction de routes d'accès et la protection contre les incendies, en vue de maintenir cette grande richesse nationale dans un état d'auto-reproduction et de la protéger contre les flammes dévastatrices.

C'est la première fois depuis de bien nombreuses années que notre industrie a la possibilité de signaler au ministre fédéral les problèmes qui se posent à ceux qui veulent assurer une telle protection contre les incendies. D'autres questions ont une portée internationale. Plus d'un tiers de notre frontière confine, à l'Ouest, à l'enclave de l'Alaska. L'ancien gouvernement ne s'est jamais soucié de veiller à la protection des grandes

richesses forestières qui se trouvent derrière l'enclave des États-Unis, pas plus qu'il n'a cherché à négocier ou à mettre au point un plan coopératif de protection contre les incendies pour cette région. Le long de notre frontière avec le Yukon, il y a des centaines de milles de terres boisées, exposées aux ravages des incendies. L'ancien gouvernement libéral a montré qu'il n'y voyait pas plus clair qu'une taupe, en se désintéressant de la question.

Je suis très heureux de soumettre ces questions à l'attention du comité et, par la même occasion, de féliciter de nouveau le ministre d'avoir fait preuve d'idées nouvelles et d'imagination en étudiant certains de ces problèmes. Nous comptons bien que d'ici trois ans, on aura réglé de façon pratique de nombreux problèmes, longtemps remis à plus tard et longtemps ignorés. Ce sera, à la longue, rendre service à l'économie de notre nation.

M. Granger: Monsieur le président, je voudrais dire quelques mots de la mise en valeur de la région nord du Labrador, qui fait partie de ma circonscription, et qui est une des dernières grandes zones inconnues du monde. On la connaît suffisamment cependant pour savoir qu'elle renferme quelques-uns des plus vastes gisements de minerai de fer et d'uranium de l'univers et aussi quelques-unes des plus grandes forêts. Ce dont on a le plus pressant besoin, du point de vue de la mise en valeur, c'est de chemins ou de routes, mais comme le ministère du Nord canadien et des Ressources nationales et le gouvernement provincial sont en train d'élaborer un programme à ce sujet, je dois m'abstenir d'en parler pour le moment.

Je crois cependant que le ministère devrait étudier l'à-propos de construire des routes d'accès aux énormes gisements de minerai de fer, en considérant peut-être la chose comme étant de la compétence fédérale. Le Labrador a aussi un grand besoin d'aéroports, car ceux-ci facilitent beaucoup la mise en valeur d'une région et le Labrador, étant inaccessible autrement, doit avoir des moyens de communication par la voie des airs. J'espère que le ministre ne l'oubliera pas lorsqu'il élaborera ses plans de mise en valeur du Nord canadien.

J'aimerais aussi mentionner que le caribou est essentiel à la subsistance des Indiens et des Esquimaux du Labrador. Or le troupeau perd de ses effectifs. On rapporte que des avions militaires décollant de Goose-Bay tirent étourdiment sur le caribou. C'est peut-être là surtout l'affaire des provinces, mais je crois qu'il faudrait enquêter et, s'il y a lieu, faire cesser cette pratique.

La mise en valeur de nos terres du Nord parle à l'imagination et sollicite le courage de tous ceux qui ont l'âme aventureuse. Je